

ENGAGEMENTS FP2020



GOUVERNEMENT DU NIGER

[HTTP://WWW.FAMILYPLANNING2020.ORG/NIGER](http://www.familyplanning2020.org/niger)

RÉSUMÉ

La planification familiale est un enjeu important au Niger, non seulement parce qu'elle est reconnue comme une stratégie primordiale pour la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle et infanto-juvénile, mais également parce qu'elle est incontournable pour relever les défis liés à la forte croissance démographique qui contraste avec le faible développement économique.

C'est ainsi que le Niger s'est fixé pour objectif, de rehausser sa prévalence contraceptive de 12% en 2012 à 25 % en 2015, puis à 50 % en 2020, ceci dans le cadre des engagements pris au Sommet de Londres de Juillet 2012.

Pour tendre vers ces objectifs, le Niger a réitéré ses engagements pour le Sommet de Londres de 2017 sur la planification familiale notamment :

- L'amélioration de la couverture sanitaire afin de rapprocher les services de planning familial de la population en mettant en œuvre la délégation des tâches pour le paquet de service SR/PF
- Le recrutement de ressources humaines qualifiées dans le but d'améliorer la qualité de l'offre, avec un accent particulier sur les interventions ciblant la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes.
- La Mobilisation des ressources auprès des principales sociétés privées, parapubliques et collectivités territoriales

L'appui financier conséquent de l'Etat à travers le budget national.

IMPACT ANTICIPÉ

ENGAGEMENT 1: Le gouvernement du Niger s'engage à mettre en œuvre d'ici fin 2018, la délégation des tâches pour le paquet de service SR/PF (Implants et Injectable) aux agents communautaires telle que proposée par les Ministres de la Santé de la CEDEAO le 16 Juin 2017 à Abuja.

Impact attendu

Actions proposées

1. L'administration des méthodes contraceptives suivantes sera déléguée (Implants, Injectables) aux agents communautaires des cases de santé
2. Mise en œuvre avant fin 2018
3. DGSR responsable de l'engagement
4. Cout estimé à 700 000 USD

ENGAGEMENT 2: A partir de 2018, mobiliser effectivement la ligne budgétaire actuelle de 200 000 000 de FCFA (US\$350,000) pour achat de consommables médicaux et produits contraceptifs

- Ce budget sera augmenté d'au moins 10% chaque année jusqu'en 2020

Impact attendu

Actions proposées

1. Mobiliser effectivement les 200 000 000 chaque année
2. Augmenter de 10% le budget chaque année

ENGAGEMENT 3: A partir de 2018, le Niger s'engage à mobiliser 5% du cout annuel du PANB auprès du secteur privé et des collectivités territoriales pour appuyer le financement de la SR/PF et des urgences humanitaires.

Impact attendu

Actions proposées

1. Mobilisation des ressources auprès des principales sociétés privées, parapubliques et collectivités territoriales
2. Engagement mis en œuvre en 2018
3. La Direction Générale des Ressources est responsable de l'engagement

ENGAGEMENT 4: Avant fin 2017, un accent particulier sera mis sur les adolescents et jeunes et au moins 15% du budget du PANB + révisés est alloué aux interventions ciblant la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes.

Impact attendu

Actions proposées

1. 15% du budget du PANB consacré aux interventions visant les jeunes et adolescents
2. La Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant est responsable de l'engagement

Le texte qui suit résume l'engagement pris au nom du gouvernement du Niger le 11 juillet 2012, lors du Sommet de Londres sur la planification familiale.

Objectif

1. Atteindre un taux de prévalence contraceptive (CPR) de 25 % en 2015, et 50 % en 2020.

Politique et engagements politiques

Le Niger mettra en œuvre la Politique nationale pour le développement économique et social 2015-2020 et le Plan national de développement économique et social (PDES), qui vise à ramener la croissance démographique de 3,3 % en 2006 à 2,5 % en 2015. Le Niger prévoit de revitaliser le comité national chargé de la surveillance des produits de santé reproductive à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement, de promulguer le décret d'application de la loi sur la santé reproductive afin de mettre en œuvre les programmes de planification familiale et de réviser les lois limitant la mise à disposition de méthodes contraceptives injectables par les agents de santé.

Engagements financiers

Le Niger prévoit de quadrupler le budget destiné à la planification familiale en 2013, le faisant passer de 55 millions de francs CFA en 2012 à 200 millions de francs CFA en 2013. Le Niger s'est également engagé à augmenter les budgets de santé du pays, les faisant passer de 8,1 % en 2012 à 15 % (conformément à la Déclaration d'Abuja) en 2013 ; 25 % de ce nouveau budget iront à la santé reproductive, dont 10 % destinés spécifiquement à la planification familiale.

Engagements concernant le programme et les prestations de services

Le Niger s'emploiera à inclure les contraceptifs injectables aux méthodes proposées par les agents de santé locaux (ASL). Il adoptera de nouvelles stratégies visant à atteindre les groupes marginalisés, notamment par le biais des centres « Amis des jeunes », et intégrera un enseignement de planification familiale aux programmes de santé scolaire. 2

Les plans de développement des prestations aux populations isolées prévoient notamment :

- la multiplication des sites distribuant des produits contraceptifs,

- l'offre de contraceptifs injectables (DépoQ) par les ASL et
- des cliniques mobiles, qui s'attacheront à proposer des méthodes contraceptives de longue durée.

Le Niger s'emploiera également à accroître la demande en élargissant le réseau des 200 Écoles des maris, en travaillant avec les organisations confessionnelles et en intégrant un enseignement de planification familiale aux programmes de santé scolaire. Pour mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des politiques démographiques, le Niger conduira tous les trois ans des enquêtes sur la couverture contraceptive, et il procédera chaque année à une enquête nationale sur la RHCS afin de suivre les indicateurs concernant la sécurité d'approvisionnement en produits de santé reproductive, en mettant l'accent sur la disponibilité des produits contraceptifs. Le Niger prévoit de faire un suivi semestriel de la chaîne d'approvisionnement de produits contraceptifs au niveau de l'ensemble des 42 districts sanitaires et des huit régions du pays ainsi que de l'Office National des Produits Pharmaceutiques et Chimiques (l'ONPPC et les trois dépôts régionaux de l'ONPPC). En outre, le Niger introduira des supports d'information et des outils de gestion de la planification familiale (logiciel Channel) à tous les niveaux (central, régional, district) pour la surveillance et la gestion des produits contraceptifs.

The Government of Niger updated its commitment at the Family Planning Summit in London, UK on July 11, 2017. The following summarizes the government's family planning goals and policy, financial, and programmatic pledges. The full commitment will be provided here soon.

Family planning is an important issue in Niger, not only because it is recognized as a key strategy for reducing maternal and child morbidity and mortality, but also because it is essential to meet the challenges linked to rapid population growth that contrasts with weak economic development. Niger has therefore set an objective to raise its contraceptive use from 12% in 2012 to 25% in 2015 and to 50% in 2020, in line with commitments made at the London Summit in July 2012.

To make progress towards these objectives, Niger reiterated its commitments for the London 2017 Family Planning Summit, in particular: improving health coverage to provide family planning services to the population and need by implementing policies for task shifting to deliver the family planning package of services; the recruitment of qualified health workers in order to improve the quality of services provided, with a particular emphasis on interventions targeted at youths and adolescent sexual and reproductive health; resource mobilization for private sector providers, the social sector, and local authorities; and financial support by the State across the national budget.

The following text summarizes the commitment made on behalf of the Government of Niger at the London Summit on Family Planning on July 11, 2012.

Objectives

Niger will strive to increase CPR to 25 percent by 2015 and 50 percent by 2020.

Financial Commitments

Niger committed to quadrupling the family planning budget in 2013, from 55 millions FCFA in 2012 to 200 millions FCFA. Niger also committed to increasing country health budgets from 8.1 percent in 2012 to 15 percent (in alignment with the Abuja Declaration) in 2013, of which 25 percent will be allocated to reproductive health, and 10 percent of the reproductive health budget will be allocated to family planning.

Policy & Political Commitments

Niger will implement the National Policy for Economic and Social Development 2015-2020 and the National Policy for Economic and Social Development (PDES), which targets the reduction of demographic growth from 3.3 percent in 2006 to 2.5 percent by 2015. Niger plans to revitalize the national committee monitoring RH commodities at all levels of the supply chain; complete the enforcement decree of law on reproductive health in order to implement family planning programs; and revise laws limiting the provision of injectable contraceptive methods by health workers.

Program & Service Delivery Commitments

Niger will work to include injectable contraceptives in methods provided by community health workers (CHWs). They will focus on new strategies to reach marginalized groups, including through Friends of Youth centers, and integrate family planning teaching into school health curricula.

Plans to increase services for isolated populations include:

- Extension of local sites distributing contraceptive products;
- Offering injectable contraceptives (DépoQ) by CHWs; and
- Mobile clinics which will focus on offering long-term contraceptive methods.

Niger will also work to increase demand by scaling up the network of 200 Ecole Des Maris (School for Husbands), working with faith based networks, and integrating FP in the school health curriculum. To measure progress on the implementation of population policies, Niger will conduct contraceptive coverage surveys every 3 years, as well as conduct a national RHCS survey every year to follow indicators on the security of RH products, with emphasis on the availability of contraceptive products. Niger plans to have bi-annual follow-throughs of the supply chain of contraceptive products at the level of all 42 country districts and of the 8 regions as well as the national office of pharmaceutical and chemical products (ONPPC and the 3 regional ONPPC depots). In addition, Niger will introduce informative material and FP management tools (Channel software) at all levels (central, regional, district) for the monitoring and management of contraceptive commodities.